



ASSEMBLÉE NATIONALE

Le budget de l'État 2019 soumis à l'approbation des députés

Le ministre des Finances et du budget, Calixte Nganongo, a présenté le 27 octobre à l'Assemblée nationale la loi de finances exercice 2019, arrêtée en recettes et en dépenses à la somme de 2323 milliards 448 millions de francs CFA. Ce budget est en hausse de sept cent vingt milliards de francs CFA par rapport à celui de 2018, fixé à 1602 milliards 619 millions 295 mille 029 francs CFA. « *L'ensemble des acteurs est invité à amorcer le nécessaire changement de comportement, prélude au passage du budget des moyens à celui en mode programme qui sera obligatoire à partir de 2022. La mise en œuvre progressive des réformes des finances publiques en cours et l'implémentation du système intégré de gestion des finances publiques devraient y contribuer de façon significative dès l'année 2019...* », a indiqué le ministre Calixte Nganongo.

Page 3



Guy-Brice Parfait Kolélas

OPPOSITION CONGOLAISE

L'UDH-Yuki appelle à la fin des querelles inutiles

« *Je suggère à toute l'opposition congolaise, par-delà ce qui nous divise, de nous rassembler, pour entrevoir la possibilité d'initier un corpus politique, visant à obtenir un dialogue national inclusif* », tel est en substance l'appel lancé par le président de l'Union des démocrates humanistes-Yuki, Guy-Brice Parfait Kolélas, à l'occasion de la sortie officielle, samedi, des organisations spécialisées de son parti à Brazzaville.

Évoquant, par ailleurs, la situation politique et socio-économique du pays marquée, entre autres, par le retour de la paix dans le Pool, le président de l'UDH-Yuki a dénoncé la mauvaise gouvernance, estimant qu'il est temps de dépasser l'ethnocentrisme. Ainsi, pour sauver le Congo, « *il faut signer un nouveau contrat social avec le peuple, la société civile et les politiques* », a-t-il déclaré.

Page 2

TRIBUNAL DE SPORT

La Ccas déboute les fédérations de karaté et de handball

À l'issue du verdict de l'affaire opposant le Club DGSP à la Fédération congolaise de handball et Me Guy Ernest Mounqallet, ancien entraîneur national, à la Fédération congolaise de karaté et arts martiaux affinitaires, la Chambre de conciliation et d'arbitrage de sport (Ccas), statuant sur les faits, a rétabli dans leurs droits les parties plaignantes.

Page 11

MÉDIAS

La ville de Boao accueille le forum de coopération des médias chinois et du monde

Page 7

INTERVIEW

Can Incesu : « *La Turquie est le premier pourvoyeur d'aide humanitaire dans le monde* »

Page 5

CENTRAFRIQUE

L'Assemblée nationale destitue son président

Quatre-vingt-quinze des cent quarante députés centrafricains ont signé, le 26 octobre, une motion de défiance contre le président de leur institution, Abdou Karim Meckassoua, accusé de « *mauvaise gouvernance* ». Le désormais ex-président de l'Assemblée nationale jouait l'équilibre entre chrétiens et musulmans. Sa destitution a suscité quelques remous dans la capitale Bangui, notamment au quartier PK5.

Page 7



Abdou Karim Meckassoua

Éditorial
Entreprendre

Page 2

EDITORIAL

Entreprendre

Guy-Brice Parfait Kolélas demande la mise en place d’un socle commun

Même si cela paraît déplacé dans le temps difficile que nous vivons où la remise en ordre de la gouvernance publique impacte durement l’économie nationale, il est plus important que jamais, pour les autorités de la République, de favoriser l’investissement privé. Et, plus précisément, de convaincre ceux et celles qui en ont la volonté d’entreprendre, c’est-à-dire de développer les activités petites ou grandes qui seront demain les véritables moteurs de la relance que chacun de nous attend et espère.

Susciter un tel bond en avant n’a rien d’irréaliste ni d’utopique comme nombre de pays, à commencer par le nôtre au sortir des troubles de la fin du siècle précédent, l’ont démontré. Il repose d’abord sur un appel clair au développement de l’initiative privée que peuvent et doivent lancer les autorités responsables ; il repose ensuite sur la mise en place de procédures juridiques et administratives qui facilitent les démarches nécessaires pour créer des activités productives ; il repose enfin sur l’organisation d’un système de financement adapté au but poursuivi qui est la relance de l’économie par la base et non plus par le sommet, c’est-à-dire par les seules grandes entreprises. Autant d’actions qui relèvent du simple bon sens.

Si le Congo agit rapidement dans ce domaine, il marquera deux points décisifs sur la voie du redressement économique et social.

- ° Le premier sera de rendre confiance à la société civile tout entière qui se mobilisera à son tour pour favoriser le développement de l’artisanat, des petites et moyennes entreprises, des exploitations agricoles, du commerce.
- ° Le second sera de convaincre les acteurs économiques étrangers, les bailleurs de fonds, les institutions financières qu’ils ont intérêt à nous soutenir dans la mise en œuvre du programme de redressement qui se dessine.

Ne nous faisons pas d’illusion : la bataille que nous menons contre l’adversité ne sera gagnée que si le mot «entreprendre» prend sa juste place dans le discours et dans l’action de la puissance publique.

Les Dépêches de Brazzaville

OPPOSITION CONGOLAISE

Le président de l’Union des démocrates humanistes Yuki (UDH-Yuki) a lancé son appel, le 27 octobre à Brazzaville, patronnant la cérémonie de la sortie officielle des organisations spécialisées de sa formation politique.

L’opposition congolaise, selon Guy-Brice Parfait Kolélas, doit prouver face à la majorité politique actuelle qu’elle est une alternative crédible. Aussi-a-t-il suggéré que soit mis un terme aux querelles inutiles, appelant plutôt à la mobilisation des bases militantes respectives pour les mettre

un projet politique alternatif », a déclaré le président de l’UDH-Yuki. Rassurer les consciences, faire taire les peurs et bannir la haine ainsi que la colère des cœurs, mettre au centre des pratiques politiques le pardon sans cependant oublier, etc., c’est à cela que Guy-Brice



Des militants de l’UDH-Yuki (Crédit photo Adiax)

en ordre de bataille.« Je suggère à toute l’opposition congolaise, par-delà ce qui nous divise, de nous rassembler, pour entrevoir la possibilité d’initier un corpus politique, visant à obtenir un dialogue national inclusif. C’est à l’aune de cela, que le peuple congolais pourra apprécier la crédibilité de l’opposition congolaise dans toute sa globalité. L’opposition politique congolaise doit présenter au peuple congolais

Parfait Kolélas a invité ses pairs de l’opposition.

« L’essentiel aujourd’hui, c’est le Congo, notre pays qu’il faut sauver et à cela, il a besoin d’un autre leadership. Ne pas le dire, c’est faire preuve d’un fanatisme politique exaspérant qui condamne nos enfants à un exil économique et social outre Atlantique et aussi à des actes inciviques. Reconnaître cela et le dire, ce n’est pas faire injure à qui que ce soit mais faire preuve

de réalisme. Pour sauver le Congo, il faut signer un nouveau contrat social avec le peuple, la société civile et les politiques. Et pour cela, il faut organiser un dialogue national inclusif. Les Congolais doivent se parler et trouver définitivement des solutions durables aux maux qui minent le pays »? a-t-il renchéri.

Guy-Brice Parfait Kolélas a réitéré son appel au président de la République ainsi qu’à toutes les autres forces politiques qui pensent reconstruire autrement le pays pour que soit convoqué un dialogue national inclusif, seule voie de salut et de renouveau pour le Congo, a-t-il signifié. Le même appel a été adressé également aux amis du Congo afin de l’aider dans ce sens. Enfin, aux dirigeants des organisations de son parti mises en place, notamment l’OSJD, OFDH, OSDH et la Musa, le président de l’UDH-Yuki les a exhortés à beaucoup de courage, indiquant que les enjeux et les défis politiques sont immenses.

« Sur le chemin politique que vous allez suivre, vous serez calomniés, traités de tous les noms ; ne vous laissez pas distraire, tenez bon et ne perdez pas de vue notre objectif politique, le Congo », a-t-il conclu.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLELes Dépêches de Brazzaville sont une publication de l’Agence d’Information d’Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N’Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoulou, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlé Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N’Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l’Agence : Ange Pongault
Chef d’agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d’Information d’Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

LOI DE FINANCES 2019

Le gouvernement cible trois axes principaux

Le budget a été présenté à l'Assemblée nationale, le 27 octobre, par le ministre des Finances et du budget, Calixte Nganongo. Arrêté à la somme de deux-mille trois cent vingt-trois milliards quatre cent quarante-huit millions F CFA, la loi de finances 2019 sera orientée essentiellement dans quatre axes fondamentaux.



Calixte Nganongo présentant le projet du budget/Photo Adiac

Élaboré dans un contexte économique difficile, selon le ministre des Finances, le budget 2019 prévoit en recettes la somme de 2323 milliards 448 millions FCFA, en hausse substantielle de 720 milliards 829 millions F CFA par rapport à celui en cours d'exécution. Ce budget sera axé sur le renforcement des mesures d'amélioration et de sécurisation des ressources ; la maîtrise des dépenses publiques ; la fiabilité et la soutenabilité de la dette publique, à travers une stratégie qui se fonde sur des options de financement appropriées ; et la mise en œuvre de certains projets prévus dans le Plan national de développement. Il vise, entre autres objectifs, la réduction du déficit primaire de base hors pétrole de manière à contribuer à l'amélioration de la position

nette du gouvernement à l'égard du système bancaire intérieur, par la reconstitution des dépôts de trésor à la Banque centrale ainsi que le renforcement des réserves de la zone monétaire. La loi de finance 2019 prend aussi en compte la réduction du stock de la dette publique de manière à ce que sa valeur actuelle nette soit ramenée à moyen terme à 30% du produit intérieur brut national.

Les grandes masses du budget

Selon la répartition faite, le projet du budget général participe à hauteur de 2240 milliards 825 millions FCFA, correspondant à 96,44%. Les budgets annexes interviennent à un niveau de 16 milliards 607 millions FCFA, soit 2,87%. Les recettes fiscales composées des impôts et

taxes intérieurs ainsi qu' indirectes et taxes de douane sont prévues à 837 milliards F CFA, contre 754 milliards 600 millions prévus en 2018, soit une augmentation de 82 milliards 400 millions FCFA. Les impôts et taxes de douanes intérieurs s'élèvent à 707 milliards FCFA contre 633 milliards 100 millions FCFA. Les autres recettes s'élèvent globalement à la somme de 1385 milliards 901 millions FCFA, contre 764 milliards 700 millions FCFA. Les dépenses budgétaires sont, quant à elles, arrêtées à la somme 1738 milliards 958 millions FCFA, en augmentation de 355 milliards 339 millions FCFA par rapport à la prévision de 2018. Dans ce montant, les charges financières de la dette sont évaluées à 121 milliards, contre 146 milliards FCFA en 2018, en diminution de 25 milliards, et les dépenses d'investissements sont prévues à la somme 354 milliards FCFA, contre 264 milliards FCFA au titre de l'année en cours. Pour atteindre les objectifs visés, a indiqué Calixte Nganongo, le gouvernement poursuivra la mise en œuvre des réformes impulsées il y a quelque temps, mais aussi des négociations avec le Fonds monétaire international, en vue de conclure le programme tant attendu, destiné à rétablir les équilibres macroéconomiques et financiers. Au regard du pic pétrolier attendu, soutenu par la remontée des cours de baril de pétrole, la croissance économique se consoliderait à 3,1% en 2019, contre 2% en 2018.

Firmin Oyé

FINANCES PUBLIQUES

Le Congo actualise son modèle de prévision macroéconomique

Le nouveau dispositif de suivi des statistiques macro-économiques et sectorielles que projette d'instaurer l'exécutif repose sur une architecture informatique Eviews et Excel.

Le format expérimenté présente des avantages liés à la procédure de ré-estimation des "élasticités" du modèle qui est automatisée ; à la lecture et la modification des relations du modèle devenues faciles et transparentes ; à l'interface du modèle qui facilite la compréhension et oriente ses utilisateurs. Sa validation constitue une avancée en matière d'élaboration de la loi de finances au Congo. Car l'ancien modèle de prévision, le Mac-Congo, a été fustigé par les experts et les institutions de Brotton Woods, en raison de sa complexité. C'est ainsi qu'une mission du Centre régional d'assistance technique du Fonds monétaire international (Afrítac centre) a séjourné, du 1er au 12 octobre, à Brazzaville, pour faciliter la transition vers le modèle Eviews et Excel. Dans leurs conclusions qu'ils ont publiées le 23 octobre, les experts ont insisté sur la nécessité de concevoir un système plus performant et fiable. « *L'équipe a opté pour la migration du modèle vers l'environnement Eviews avec une interface*

Excel », a confié le conseiller en gestion macro-budgétaire à Afrítac, Séverin Yves Kamgna. Le chef de mission de l'Afrítac centre a critiqué, lui-aussi, le manque de manuel et du guide d'utilisateur du Mac-Congo et l'appel constant aux consultants extérieurs pour l'actualisation du fichier. Malgré que celui-ci permettait surtout d'estimer des différents comptes et agrégats macroéconomiques, à savoir les comptes du secteur réels, le tableau des opérations financières de l'Etat, la balance des paiements y compris la situation monétaire. Enfin, les partenaires dont le centre régional d'assistance technique du FMI, se sont engagés à accompagner le pays durant les trois prochaines années afin de vulgariser le nouveau modèle. Un comité de suivi-évaluation assuré par l'Afrítac facilitera la révision des nomenclatures des comptes publics, l'élaboration du modèle de la dette et la poursuite des équations économétriques en vue d'un meilleur taux de croissance démographique.

Fiacre Kombo

LE FAIT DU JOUR

Huis clos

Des huis clos, il n'en ressort souvent que très peu de choses. Il n'est cependant pas interdit de penser qu'en réalité y sont abordées des questions qui préoccupent le commun des mortels. Ils sont convoqués dans le cadre d'associations partisans ou non mais le tout est d'obtenir que des approches de solution aux sujets de fond qui les animent soient étudiées beaucoup plus calmement que dans le brouhaha des réunions publiques.

Le 18 octobre, le Premier ministre, Clément Mouamba, a ainsi accommodé le sien avec les parlementaires de la majorité présidentielle. Rappelons qu'au terme des élections législatives et sénatoriales de l'année dernière, cette famille politique avait remporté l'essentiel des sièges à pourvoir dans les deux chambres du parlement, l'Assemblée nationale et le Sénat. En principe, elle n'a pas de souci à se faire sur la stabilité de ses groupes au sein de ces institutions où elle détient partout la majorité absolue. Et si l'on y ajoute des indépendants qui globalement

ne l'enquiquinent pas, tout va bien.

Il y a pourtant un constat posé par cet huis clos que le chef du gouvernement a relayé lorsqu'il s'en est ouvert à la presse au sortir de celui-ci : « Le gouvernement ne communique pas assez », lui auraient répété ses interlocuteurs. A la vérité oui, et Clément Mouamba l'a aussi reconnu. Il a déclaré prendre bonne note de cette sorte de « remontrance » en famille qui n'en demeure pas moins une alerte sonnée par la majorité parlementaire. En cette période de crise, communiquer davantage pourrait aider à décanter un certain nombre de situations même s'il existe des limites à ne pas entendre que « ventre affamé n'a point d'oreille ».

Pour ce qui est de la gouvernance publique, à la vérité, il ne saurait être question de se limiter aux battements des cœurs affamés. Il est impérieux de toujours exposer les moindres efforts de l'exécutif, certainement pas à tout-va mais dans une stratégie d'ensemble grâce à laquelle les citoyens se savent pris en

charge et en même temps surveillés dans leur façon de remplir leurs tâches, si pas pour cela tenus au collet. La petite contrepartie que peut constituer le dénouement d'un problème latent, le retard que peut prendre la résolution d'un autre qui attire l'attention méritent d'être expliqués, disons, à qui veut l'entendre.

Avouons, néanmoins, que pour y parvenir, la majorité présidentielle a intérêt à briller par la cohésion, au gouvernement de montrer qu'au-delà des réunions du cabinet et des conseils des ministres, ceux et celles qui le composent, tout en respectant les missions de chacun et de chacune, subliment leur rôle de grands serviteurs de l'Etat. Appréciations, par exemple, la teneur des informations contenues dans cette explication du Premier ministre devant la presse après le huis clos : « *Nous sommes revenus également sur nos rapports avec le FMI qui s'effectuent dans des conditions responsables. Nous pensons que cet accord sera signé dans de brefs délais, car le travail se fait. J'ai aussi dit aux parlementaires*

que concernant la dette avec les traders, les pourparlers se poursuivent. Sur ce point, nous avons pris l'option de vendre du pétrole nous-mêmes et mettre cet argent dans un compte séquestre à la Banque centrale ».

Bravo ! pourrait-on dire car le peuple a un sacré besoin d'en savoir un peu plus sur les missions que son gouvernement accomplit au jour le jour. Cela lui permet de continuer à espérer et aussi de savoir compter sur la volonté des dirigeants à surmonter les difficultés conjoncturelles auxquelles le pays est confronté.

Au fait, ce siècle-ci, le XXI, considéré comme celui de la communication, dire et redire sont comme autrefois des armes du management de la Cité. Nos aïeux l'avaient bien compris depuis pour ne pas nous empêcher de les citer au travers de cette maxime : « *Quand on n'a pas la langue légère, ce que l'on propose à la vente pourrit* ». Bien sûr, on doit pouvoir communiquer à bon escient.

Gankama N'Siah

PROJET LISUNGI

Plus d'un milliard FCFA pour payer les bénéficiaires

La ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Antoinette Dinga-Dzondo, a supervisé, le 26 octobre à Brazzaville, les opérations de relance de paiements des allocations à 9 287 ménages pauvres.

Six mois après le paiement d'avril dernier, les ménages vulnérables bénéficiaires des prestations du projet Lisungi vont percevoir leur dû jusqu'au 23 novembre. En effet, ils sont au total 9 287 ménages identifiés dans toutes les zones d'intervention du projet, notamment à Brazzaville (Makélékélé, Bacongo, Moungali, Talangäi, Mfilou, Madibou et Djiri) ; Pointe-Noire (Mvou Mvou et Loandjili) ; Cuvette (Oyo et Makoua) ; Plateaux (Ngo et Gamboma) ; Niari (Dolisie I et II) ; Pool (Nganga-Lingolo). Ainsi, les ménages des zones pilotes comme ceux de Makélékélé, Bacongo, Moungali, Talangäi, Makoua, Oyo et Mvou Mvou perçoivent un trimestre d'allocation. Par contre, ceux des zones d'extension identifiés à Mfilou, Madibou, Djiri, Dolisie, Nganga-Lingolo, Loandjili, Ngo et Gamboma auront droit à deux trimestres. Le tout pour une bagatelle de 1 067 800 000 FCFA, mobilisé par le gouvernement, avec l'appui financier de la Banque mondiale (BM) et de l'Agence française de développement (AFD). Le directeur de l'AFD, Lionel Cafferi, qui a accompagné la ministre en charge des actions sociales sur le terrain, a rappelé que son institution soutenait le gouvernement du Congo dans un certain nombre de projets promouvant les actions sociales de-

puis plusieurs années. C'est ainsi qu'il s'est félicité de l'organisation d'une politique sectorielle avec un ensemble d'actions extrêmement cohérentes. « Le projet Lisungi est au cœur de ce dispositif. Pour les plus vulnérables aujourd'hui, la situa-

tion économique que nous vivons au Congo fait que nombre de personnes sont encore en situation un peu difficile et il est important de ne pas les laisser sur le bord du chemin », a-t-il reconnu, espérant que ce projet offre la possibilité aux

vulnérables de pouvoir bénéficier d'un socle de protection sociale. Lionel Cafferi a, par ailleurs, indiqué que l'AFD contribuait à ce projet à hauteur de plus de 2,5 milliards FCFA pour permettre à environ quatre mille trois cents ménages de

bénéficier du socle de protection minimale. Le financement prévu par l'AFD est d'appuyer ces familles pendant deux ans à compter des deux trimestres de rattrapage de 2018 jusqu'à la fin 2019. La ministre Antoinette Dinga-Dzondo a supervisé l'opération à la Grande poste. Elle s'est réjouie du fait que la question de la contrepartie du gouvernement a été pour le moment écartée. En effet, le projet a connu deux ans d'arrêt de paiement suite au non-versement de la contrepartie congolaise. « Nos partenaires ont accepté d'être flexibles pour permettre que nous reprenions les paiements. Pour l'instant, la contribution de l'AFD est sans contrepartie, nous avons eu un financement additionnel de la Banque mondiale qui est également sans contrepartie », a-t-elle rappelé. La ministre des Affaires sociales a enfin assuré que malgré le fait que le premier financement avait une contrepartie, la BM a accepté de reprendre les paiements en attendant que cette question soit résolue. Notons que le projet Lisungi a démarré en janvier 2015, prévoyant de verser de 2018 à 2019, huit trimestres d'allocations aux ménages bénéficiaires, soit quatre paiements l'an.

Parfait Wilfried Douniama



La ministre s'adressant aux bénéficiaires/Adiac

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°009-SC/MASAH/PL-SFS/UGP-18
RECRUTEMENT DES ASSOCIATIONS LOCALES CHARGEES DE L'ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES PORTEURS DE MICROPROJETS

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) de la Banque Mondiale un crédit pour financer le programme LISUNGI-Système de filets sociaux, et à l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du marché suivant : Recrutement des associations locales chargées de l'accompagnement des ménages porteurs de microprojets.
2. Les services de consultants comprennent le recrutement de trois (03) associations locales chargées de l'encadrement des bénéficiaires du programme Activités Génératrices de Revenus (AGR) et des cash transferts, dans le cadre du respect des conditionnalités. Les associations seront recrutées selon les trois (03) lots suivants:
Lot 1 : Recrutement d'une association locale pour le suivi, l'encadrement et l'accompagnement des bénéficiaires du programme AGR et des cash transferts de la zone nord (Oyo, Makoua, Ngo et Gamboma);
Lot 2 : Recrutement d'une association locale pour le suivi, l'encadrement et l'accompagnement des bénéficiaires du programme AGR et des cash transferts de Brazzaville centre (Makélékélé, Bacongo, Moungali, Talangäi, Mfilou, Madibou, Djiri, Nganga lingolo);
Lot 3 : Recrutement d'une association locale pour le suivi, l'encadrement et l'accompagnement des bénéficiaires du programme AGR et des cash transferts de la zone sud (Dolisie 1, Dolisie 2, Mvoumvou, Loandjili).
3. Le projet Lisungi invite les associations admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services.

4. La sélection des consultants se fera par lot. Les consultants peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots, selon leurs capacités d'intervention, moyennant présentation des personnels clés différents pour chaque lot. Seules les consultants (ASLO) classés premiers sur chaque lot seront invités à présenter une offre technique et financière.

5. Qualifications
Les ASLO doivent être des ONG et associations de développement enregistrées, reconnues par le Ministère de l'Intérieur, installées ou connaissant très bien la zone d'intervention et ayant une expérience dans l'appui conseil au développement des AGRs portés par des groupes vulnérables (les personnes ou familles pauvres ou vulnérables).
Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont :
- avoir réalisé au moins cinq (5) prestations similaires ;
- avoir une expérience de sept (7) ans au moins dans la gestion des projets et/ou programmes financés par la Banque Mondiale ou d'autres bailleurs internationaux ;
- avoir une bonne connaissance des zones couvertes par le projet ;

6. Le personnel clé du consultant sera composé d'experts ayant au minimum les compétences suivantes :

Poste	Niveau de qualification	Tâches
Spécialiste mobilisation et action sociale Chef de mission	Bac + 5 en sciences sociales, sciences humaines ou toutes disciplines affiliées - avoir une expérience professionnelle d'au moins 7 ans dans le management des projets de développement communautaire ; - justifier d'une expérience pratique dans l'encadrement des communautés ; - avoir une expérience dans la mobilisation des groupes vulnérables ;	- Campagne de sensibilisation et de mobilisation auprès des ménages et C4D/CCC ; - Enquête sociodémographique ; - Appui psychologique et développement personnel - Encadrement et formation des REBECAT et des ménages ; - Suivi des conditionnalités ; - Formation sur le suivi des conditionnalités santé
Socio économiste	- Bac+3 en économie, finance, démographie, statistique ou toutes autres disciplines affiliées ; - Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans l'élaboration des diagnostics territoriaux, le développement, le suivi des microprojets et l'encadrement des porteurs de projet	- Diagnostic territorial ; - Identification, montage et suivi des projets ; - Evaluation de l'exécution du projet et de la situation socioéconomique des ménages.
Technicien du secteur agricole	- Bac+3 en agronomie ou domaine connexe ; - 5 ans d'expérience dans le montage, l'encadrement des projets agricoles conduits par les communautés	- Assistance technique et appui conseil sur les microprojets agricoles
Spécialiste en éducation	- Bac+3 dans les domaines en lien avec le secteur primaire et tertiaire avec 05 ans d'expérience dans l'encadrement	- Evaluation des besoins en formation - Accompagnement socioprofessionnelle

-proposer une stratégie d'intervention efficace et efficiente impliquant notamment les travailleurs sociaux des CAS de manière à minimiser les coûts d'intervention.

7. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes à la sélection fondée sur les Qualifications des Consultants (QC) des « Directives, sélection et emploi des consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale, dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et dons de l'AID », édition octobre 2011, version révisée de juillet 2014.

8. Les dossiers de candidature (lettre de motivation, CV du personnel clé, diplômes, certificats de travail, ou tout autre document justifiant l'expérience, références concernant l'exécution de missions analogues, etc.) sont à déposer au plus tard le 09 novembre 2018 aux adresses ci-dessous, sous pli fermé et portant la mention « Avis à manifestation d'intérêt n°009-SC/MASAH/PL-SFS/UP-18, relatif au recrutement des associations locales chargées de l'accompagnement des ménages porteurs de microprojets ».

9. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège du Projet LISUNGI-Système de filets sociaux, sis Forêt de la patte d'oie, derrière le Tennis club, Brazzaville (République du Congo). Tél : 00242 06 664 49 19 / 00242 05 526 52 96; E-mail : lisungiprojet@gmail.com.

Fait à Brazzaville, le 24 octobre 2018
Le Coordonnateur
Alfred Constant KIAKOUAMA

INTERVIEW

Can Incesu : « La Turquie est le premier pourvoyeur d’aide humanitaire dans le monde »

Le pays fondé sous l’impulsion de Mustafa Kemal Atatürk en 1923 célèbre, le 29 octobre de chaque année, la fête de la République et 2018 marque l’année du renouveau politique. En prélude à ces festivités, son ambassadeur au Congo revient, dans une interview exclusive aux «Dépêches de Brazzaville», sur les modifications constitutionnelles ayant abouti à un régime présidentiel ainsi que sur la politique étrangère entreprenante d’Ankara.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : La Turquie célèbre, le 29 octobre de chaque année, la fête de la République. Pour ces 95 ans, quel va être le fait marquant ?

Can Incesu (C.I.): Cette année, la Turquie a opéré la transition d’un régime parlementaire à un régime présidentiel. C’est la conséquence des modifications constitutionnelles adoptées par référendum le 16 avril 2017. Ces modifications sont entrées en vigueur suite aux élections, présidentielle et parlementaires, du 24 juin 2018. Ce nouveau régime doit permettre au pouvoir exécutif de prendre et de mettre en œuvre plus rapidement ses décisions, y compris dans le domaine de la politique étrangère. Le principe de cette politique, défini par le père fondateur de notre République, Mustafa Kemal Atatürk, est « Paix dans la patrie, paix dans le monde ». Pour suivre ce principe fondamental dans le contexte international actuel, la Turquie continuera à mener une politique entreprenante et humanitaire.

Entreprenante car elle poursuivra ses actions constructives visant à créer un environnement de sécurité, de stabilité et de bien-être dans sa région et à l’échelle internationale. Humanitaire, puisque la Turquie est le premier pourvoyeur d’aide humanitaire

dans le monde à la fois en valeur absolue et en proportion de son revenu national.

L.D.B. : Au cours d’une conférence de presse, en juillet dernier, vous affirmiez que la coopération gouvernementale de votre pays progressait. À quel niveau se situe-t-elle avec le financement, par la Banque turque, du crédit à l’exportation à hauteur de 197,5 millions d’euros de la construction des bâtiments de la cité gouvernementale au Congo ?

C.I. : Ce crédit, accordé en avril 2016 au gouvernement congolais, concernait majoritairement le Centre de conférences internationales de Kintélé, qui a été achevé, et n’allait financer que partiellement la cité gouvernementale qui est un projet plus vaste. Je crois que ce dossier représente un excellent exemple de notre politique étrangère entreprenante. La décision de financement a été prise en tenant compte de nos relations en développement avec la République du Congo et de la demande exprimée par le gouvernement congolais. Le résultat actuel est que le Congo s’est doté très rapidement d’un centre de conférences internationales de très grande qualité et d’une capacité d’accueil importante, que le gouvernement utilise pleinement pour contribuer au



rayonnement du pays. Nous souhaitons toujours que la Banque turque de crédit à l’exportation puisse aussi financer la construction de la cité gouvernementale. C’est un dossier complexe, dépendant en premier lieu des prochaines décisions que prendra le Congo sur ses dettes actuelles, ses investissements futurs et ses contraintes budgétaires, avec ou sans l’intervention du Fonds monétaire international. Personnellement, je suis convaincu que la construction de la cité gouvernementale se fera tôt ou tard dans le cadre de notre coopération.

L.D.B. : Le Congo est l’un des premiers partenaires commerciaux turcs en Afrique centrale. Quelles sont les perspectives concernant l’accord commercial de coopération économique et technique, entre les deux pays, signé en septembre 2000 ?

C.I. : Cet accord offre un excellent cadre d’échanges entre les gouvernements des deux pays. C’est sur la base de celui-ci que se réunit la Commission conjointe au niveau ministériel qui évalue et oriente la coopération bilatérale. Deux réunions de cette commission se sont tenues jusqu’à

présent, l’une à Brazzaville, en juin 2013, et l’autre à Ankara, en avril 2015. La prochaine réunion devrait se tenir en 2019. Nous avons déjà une proposition du gouvernement congolais quant à la date. Ceci dit, cet accord est loin d’être un instrument suffisant pour la réalisation du potentiel économique commun des deux pays. Les opérateurs privés attendent des gouvernements la signature de deux accords bilatéraux essentiels, l’un sur la promotion et la protection réciproque des investissements, l’autre sur la prévention de la double taxation. Pour les sociétés turques, l’existence de ces accords représente une case à cocher avant toute décision d’investissement à l’étranger. Ces accords sont en négociation depuis déjà un certain temps entre nos deux pays. J’espère de tout cœur que ces négociations seront finalisées au plus vite pour ouvrir la voie aux investissements bilatéraux.

L.D.B. : Une nouvelle phase dans les relations bilatérales a été amorcée lors de la visite officielle du président Denis Sassou N’Guesso en Turquie, en novembre 2012. Depuis, quels sont les progrès enregistrés ?

C.I. :En un mot, nous avons des relations beaucoup plus denses. Durant toute cette période, nous avons taché d’être entreprenants dans nos relations bilatérales, en créant un maximum de possibilités d’échange et de coopération entre les deux pays. Il est dès lors difficile de faire brièvement un état des lieux complet de cette coopération. A titre d’exemple, le nombre de nouveaux bénéficiaires congolais des bourses d’études de Turquie est passé de trois à vingt-six

en cinq ans. Nous sommes particulièrement fiers d’avoir pour la première fois une boursière qui fera des études de médecine dans une des meilleures universités turques. Par ailleurs, un programme régulier de formation existe pour les policiers congolais, dans le cadre de notre accord bilatéral dans le domaine de la sécurité. De jeunes diplomates congolais bénéficient aussi de plusieurs canaux de formation. Les anciens élèves des universités turques viennent, d’ailleurs, de se doter d’une association. Une nouveauté importante est la présence de l’école turco-congolaise Maarif à Brazzaville. Maarif est une fondation de l’Etat turc. L’école enseigne actuellement de la maternelle à la seconde et travaille en étroite collaboration avec l’ambassade. Par ailleurs, nous avons créé des opportunités pour les opérateurs privés. Le Conseil d’affaires Turquie-Congo a été fondé en 2015. Dernièrement, une délégation congolaise, conduite par le ministre de la Construction, de l’urbanisme et de l’habitat, Josué Rodrigue Ngouonimba, a participé au deuxième Forum économique et d’affaires Turquie-Afrique qui s’est tenu les 10 et 11 octobre 2018 à Istanbul. Des hommes et femmes d’affaires congolais faisaient partie de la délégation.

Ces dernières années, l’Agence turque de coopération et de développement, la Tika, a apporté des aides au développement visant plusieurs départements congolais. Cette année, nous avons aussi contribué à l’aide humanitaire au département du Pool, en amenant trente tonnes de vivres à Mayama.

Propos recueillis par Josiane Mambou Loukoul

DÉFENSE

Le Congo et l’Union européenne envisagent de renforcer leur coopération

La question a été évoquée lors de l’entretien, le 26 octobre à Brazzaville, entre le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, et le chef de la délégation de l’Union européenne (UE) au Congo, Raul Mateus Paula.



Charles Richard Mondjo et Raul Mateus Paula, au centre

Les discussions entre les deux personnalités ont porté sur les pistes de coopération qui peuvent être menées en République du Congo, notamment sur les questions liées à la mobilisation et la réinsertion des ex-combattants. Par ailleurs, concernant l’Ecole génie travaux, le chef de la délégation de l’UE au Congo a déclaré qu’un point sera fait à propos avec le ministre de la Défense nationale et voir comment la soutenir davantage. « J’étais très impressionné de voir que c’est une école qui reçoit des élèves de dix-sept ou dix-huit pays africains, qu’elle forme sur les métiers du génie travaux. Nous avons, par le passé, accordé des subventions à cette école ; ça me paraît très important de la soutenir », a-t-il renchéri. Raul Mateus Paula a également parlé des actions à mener dans le domaine de la paix et la sécurité en Afrique centrale, en général, et naturellement sur le rôle pivot que joue la République du Congo dans la stabilité de celle-ci. Au regard des consultations prévues, Charles Richard Mondjo et Raul Mateus Paula ont convenu de se revoir afin de poursuivre les discussions en vue de renforcer la coopération entre les deux parties.

Guillaume Ondzé

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Vers la certification de la filière Moringa au Congo

Le protocole d’accord signé le 26 octobre entre l’Institut national de recherche forestière (IRF) et le Groupement d’intérêt économique (GIE) Ohada, en présence du ministre de la Recherche scientifique et de l’innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, vise à développer la filière Moringa dans le pays

Fixant les termes de collaboration scientifique et technique entre les deux parties, cet accord de partenariat concerne les sept instituts opérationnels du ministère en charge de la Recherche scientifique. Il s’agit notamment de l’Agence nationale de valorisation de la recherche (Anvar), l’Institut national de recherche en sciences exactes et naturelles (IRSEN), le Centre de recherche et d’études en sciences sociales et humaines (Cressh) et l’Institut national de recherche agronomique, et bien entendu l’IRF. Le but étant de développer la filière Moringa oleifera Lam (Moringaceae) au Congo à travers des appuis, des échanges et accompagnements dans divers axes. Il s’agit, entre autres, de l’état des lieux de la plante ; la création et l’animation d’un centre incubateur de projets ; la production, les analyses ; la transformation ; la commercialisation, la formation et l’encadrement des producteurs, transformateurs et promoteurs. Selon le directeur de l’IRF, Victor Kimpouni, qui a signé l’accord et vanté les qualités du Moringa, ce protocole d’accord vient régler les problèmes inhérents à la vie des populations congolaises. « Le Moringa est une plante introduite au Congo, dotée de vertus médicinales et alimentaires très importantes. Der-



rière ces éléments, nous avons toute la cosmétique, la chaîne de valeur cosmétique comme les produits de beauté qui sont faits sur la base de cette plante. Nous voulons qu’à compter de ce jour, les ONG, la recherche se mettent ensemble pour donner une plus-value à cette plante », a-t-il fait savoir, soulignant la nécessité pour la population de s’approprier des techniques à mettre en place.

Un grand jour pour le GIE

Pour la présidente du conseil d’administration du GIE « Chaîne de valeur Moringa », Marguerite Homb, cet accord augure des lendemains meilleurs pour cette ONG qui ne travaillera plus seule et de façon isolée. « Jusqu’ici, nous produisons et valorisons le Moringa, mais il n’y a pas de contrôle de qualité. Si l’on veut vendre le Moringa à l’extérieur, si on a des partenaires, il ne pourra pas passer. C’est aujourd’hui le grand jour où la recherche scientifique va travailler avec nous pour aller faire le contrôle

de qualité, les normes de production. Par exemple, la certification des semences, nous ne l’avions pas, nous avons du tout venant, on vous fournit des semences sans les certifier », a expliqué celle qui fait la promotion de cette plante depuis des décennies au Congo. Elle s’est, par ailleurs, félicitée, de ce partenariat qui va leur ouvrir, sans doute, les portes du marché international, car il permettra aux produits du GIE d’avoir le label et une certification avec des normes contrôlées. « C’est un grand jour pour nous parce que désormais nous aurons la capacité de mettre un produit de qualité sur le marché, cela peut traverser les frontières, surtout que maintenant on parle de l’AGOA où il faut envoyer le produit. Le Moringa est éligible mais c’est un marché exigeant. Sans la recherche, nous ne pouvons pas vendre, nous ne pouvons pas certifier que ce que nous faisons est bon. Aujourd’hui c’est parti, nous allons le faire », a assuré Marguerite Homb.

Parfait Wilfried Douniama



**NAVIGUEZ SUR LA
CONNEXION INTERNET
LA PLUS STABLE**
Composez *121*4#



LE RESEAU DES **SMARTPHONES**

CENTRAFRIQUE

Le président de l'Assemblée nationale destitué

La révocation d'Abdou Karim Meckassoua a eu lieu le 26 octobre à Bangui, à l'issue d'une session plénière de la chambre basse du parlement.

La procédure de destitution du président de l'Assemblée nationale remonte au 17 octobre, lorsqu'une motion y relative avait été déposée avec la signature de quatre-vingt-quinze des cent quarante députés, évoquant une mauvaise gouvernance de la législature. Après plusieurs heures de débat, quatre-vingt-dix-huit députés ont voté pour sa destitution, quarante et un contre et un député s'est abstenu.

Aussitôt le texte adopté, les tensions sont montées d'un cran le soir du même jour dans la capitale centrafricaine. Des témoins ont fait état de tirs intenses entendus à travers la ville, sans mentionner d'autres détails dans l'immédiat. Le 23 octobre, plus de quatre cents personnes, dont de nombreux habitants du PK5, avaient manifesté jusqu'au quartier général de la Mission de l'ONU en Centrafrique (Mi-

nusca, treize mille Casques bleus) pour protester contre la procédure de destitution du président de l'Assemblée.

Les parlementaires centrafricains sont allés jusqu'au bout de leur démarche contre Abdou Karim Meckassoua alors que le G5, groupe partenaire de la Centrafrique, composé de l'Union européenne, l'Union africaine, la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale, la France et des Etats-Unis, les avait mis en garde contre les « *risques d'instrumentalisation pour la stabilité du pays et de ses institutions* ». Dans un communiqué rendu public un jour plus tôt, soit le 24 octobre, il avait également qualifié de « tractations » cette sorte d'ultimatum engagé contre sa personne.

Abdou Karim Meckassoua est le député du troisième arrondissement de la capitale Bangui, qui



Abdou Karim Meckassoua

comprend le PK5, le quartier abritant la majorité des musulmans de cette ville. Interrogé sur les causes de la destitution de ce parlementaire, Mathurin Dimbélet Makoé, 2e vice-président de l'Assemblée, a dit qu'il était accusé par ses détracteurs d'avoir « confisqué des dossiers essentiels pour les députés », évoquant mi-octobre devant la presse une « opacité dans la gestion des finances » de cette chambre du parlement. Plusieurs députés ont, quant à eux,

fait savoir que la pétition et la tentative de destituer Abdou Karim Meckassoua pourraient avoir été pilotées par la présidence centrafricaine qui souhaiterait placer un de ses fidèles à la tête de l'Assemblée.

Après le début de la crise centrafricaine fin 2012, suivie du déferlement de haine entre les rebelles de la coalition Séléka, à dominante musulmane, et les groupes antibalaka, prétendant défendre les chrétiens à partir de 2013, la tendance était

déjà à l'équilibre entre les deux camps, lorsque la présidence a été échue à Faustin-Archange Touadéra, d'origine chrétienne, et qu'Abdou Karim Meckassoua, d'origine musulmane, a été élu à la tête de l'Assemblée nationale. Ce qui a contribué effectivement à apaiser des tensions en ce sens que cela était apparu comme un symbole de réconciliation en Centrafrique.

Fort malheureusement, dans ce pays où l'influence politique reste en partie communautaire, les relations entre les deux hommes n'étaient plus bonnes, des rumeurs de coups d'Etat avaient circulé, des proches de l'actuel président du pays n'hésitant pas à accuser publiquement Abdou Karim Meckassoua. Sa destitution était prévisible puisqu'en mars, un proche du président Faustin-Archange Touadéra avait été élu vice-président de l'Assemblée: une volonté, selon les observateurs à l'époque, de saper l'autorité de Abdou Karim Meckassoua.

Nestor N'Gampoula

CHINE-MÉDIAS-MONDE

Un forum de coopération se tient à Boao

L'initiative la « Ceinture et la route » dédiée au développement des relations économiques, sociales et culturelles entre Beijing et ses partenaires étrangers est au cœur de la rencontre organisée par « Le Quotidien du peuple ».

La ville chinoise de Boao, dans la province de Hainan, accueille, du 29 octobre au 2 novembre, un forum auquel sont invités les représentants des principaux médias internationaux autour d'un thème à enjeux multiples : « Contribution de tous, bénéfices pour tous ». On est à l'évidence pas très loin de celui souvent défendu par les plus hauts dirigeants de l'empire du Milieu portant sur « la coopération gagnant-gagnant ». Convoqué à l'initiative du « Quotidien du peuple », le plus grand journal chinois*, ce forum veut explorer des opportunités que pourraient offrir une coopération plus étroite en facilitant les échanges d'informations et de technologies entre médias.

En marge des séances interactives entre eux, les participants rencontreront des décideurs chinois des sphères politiques, diplomatiques, scientifiques, culturelles et économiques. Il est également prévu des visites touristiques, notamment sur l'île Haina, la plus grande île touristique internationale du pays.

Gankama N'Siah

FORUM DES FEMMES JOURNALISTES

Les médias africains appelés à donner une image authentique de la question migratoire

Prélude à l'ouverture, le 26 octobre, de la deuxième édition du Réseau des femmes journaliste d'Afrique, à Casablanca, le ministre marocain des Affaires étrangères et de la coopération, Nasser Bourita, a eu un tête à tête la veille avec la presse féminine du continent au siège de la Coopération internationale.

Nasser Bourita et les journalistes représentant cent quatorze médias de cinquante-quatre pays africains ont échangé pendant près d'une heure, autour de la thématique des assises, notamment « La Migration africaine : une chance pour le continent, une responsabilité pour les médias ».

Souhaitant la bienvenue à ses visiteuses, le chef de la diplomatie marocaine a félicité la Radio 2M pour cette initiative très louable qui permet enfin, à travers ce grand réseau des Panafricaines, d'apporter une image lucide et authentique sur la question migratoire. « *Le fait que les femmes dans la diversité, leur originalité, dans la pluralité de leur opinion puissent se mettre ensemble, se connecter et s'échanger pour débattre des thématique est quelque chose de très important aujourd'hui pour l'Afrique. Cette conviction entre vous permettra de créer un esprit critique nécessaire pour que la voix de l'Afrique porte et que l'Afrique puisse projeter sa propre image à travers ses femmes et ses hommes. C'est une initiative qui s'inscrit pour cette Afrique qui s'assume, cette Afrique qui souhaite qu'à tous les niveaux, les opérateurs économiques, les ONG et les médias puissent se*



Les Panafricaines face au chef de la diplomatie marocaine/Adiac

connecter pour travailler ensemble », a-t-il signifié.

Le patron de la diplomatie marocaine a ajouté que les assises de la presse féminine du continent viennent à point nommé, parce qu'un vent de fraîcheur souffle sur le continent, porté par la nouvelle génération, un nouvel esprit qui veut que l'Afrique se prenne en charge pour ne plus être dépendante et qu'elle puisse décider de son destin.

Nasser Bourita a félicité le dynamisme des femmes journalistes d'Afrique qui ont pris l'engagement de se lancer dans le débat de la migration. « *L'Afrique a beau*

développer l'étranger, améliorer la vie de ses citoyens, si elle ne maîtrise pas son image, son récit ni son discours, elle sera toujours perçue comme elle est présentée par les autres. Dans

ce monde globalisé, l'image de la perception crée la peur; il faut que les médias puissent être ceux qui portent l'image de l'Afrique et qui font la narration des images. L'Afrique ne doit pas être élaborée et réimportée puis escortée vers l'Afrique », a-t-il renchéri, expliquant que l'image que l'extérieur donne de l'Afrique est biaisée et le thème choisi par le réseau des femmes portant sur la migration est un sujet central.

Le chef de la diplomatie marocaine, à propos de cette thématique, a souligné la politique migratoire dans son royaume est

ferme est responsable, cependant le pays est contre les réseaux mafieux qui contribuent à encourager les jeunes à migrer. En effet, il a avoué que par rapport à la politique migratoire au Maroc,

cinquante mille migrants clandestins ont été régularisés et ont accès gratuitement aux services sociaux, notamment les soins médicaux et l'éducation.

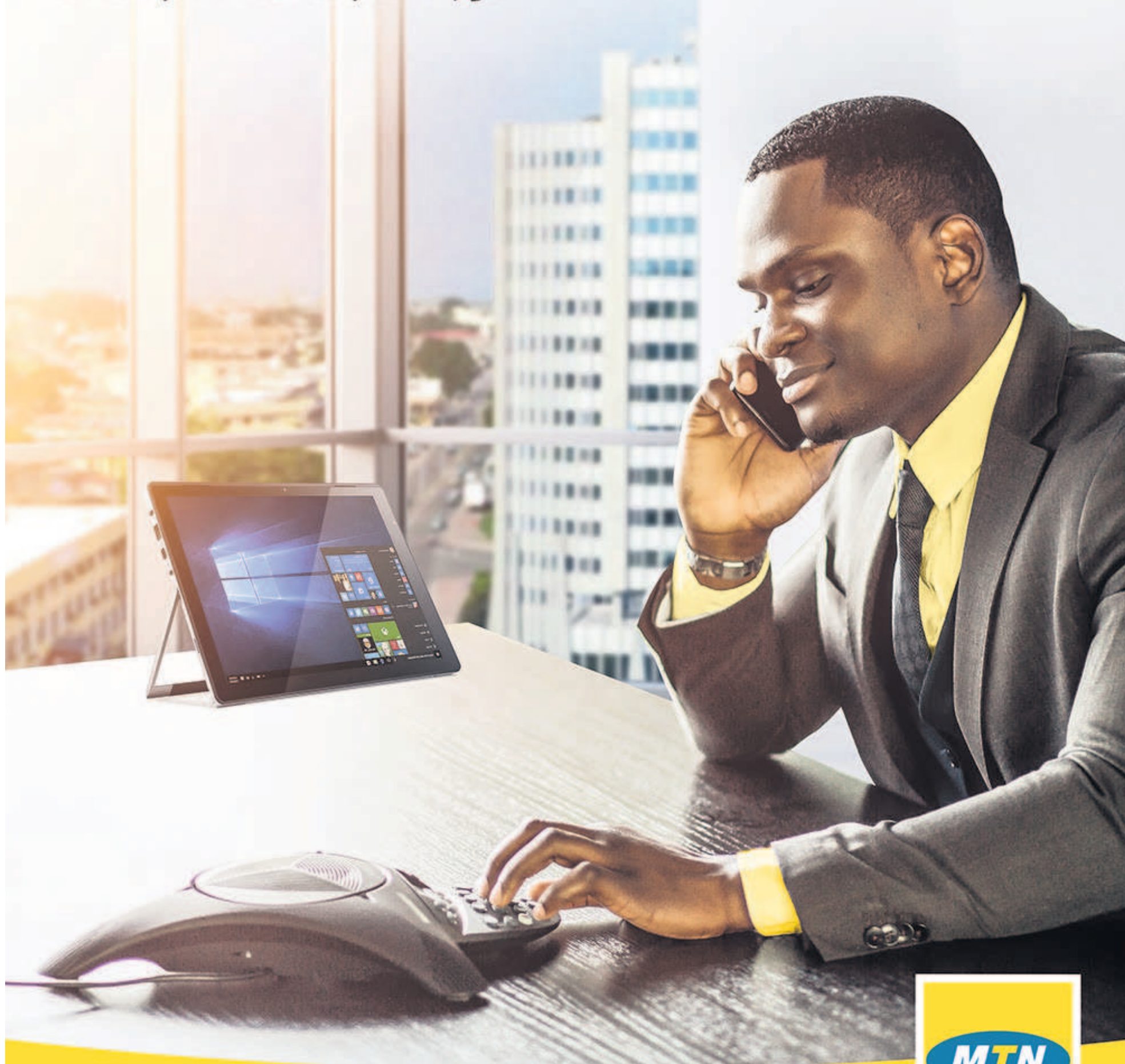
Après cette rencontre, les journalistes ont ensuite visité, sous le guide de l'ambassadeur, directeur général de l'Agence marocaine de coopération internationale, Mohamed Methqual, la Cité internationale de Rabat où elles ont eu des entretiens avec des étudiants du continent, suivis d'une autre visite guidée de Rabat organisée par l'Office national marocain du tourisme.

Charlem Léa Legnoki, envoyée spéciale à Casablanca

MTN Business

Aujourd'hui, tout compte ! Faites le choix du leader.

Profitez des meilleures
solutions business
everywhere you go



MTNBusiness.CG@mtn.com



4^e TEF FORUM 2018

Cinq mille jeunes entrepreneurs africains réunis pour booster l'innovation sur le continent

Le forum de la Fondation Tony-Elumelu (TEF), qui se veut un grand rassemblement d'entrepreneurs africains, s'est ouvert le 25 octobre à Lagos, au Nigeria, en présence de deux chefs d'Etat.

La rencontre des porteurs de projet, mentors et alumni (anciens bénéficiaires du programme) a permis de découvrir un autre véritable visage du continent, avec des jeunes dynamiques et entreprenants. Elle a aussi permis aux participants, décideurs politiques et secteur privé de susciter des idées, de créer des réseaux dans un esprit de débats et d'interaction approfondis.

L'initiateur de ce forum annuel des futurs entrepreneurs du continent n'est autre que le Nigérian Tony Elumelu, le président de l'UBA (United Bank for Africa) et de la fondation qui porte son nom. En quatre années d'existence, le programme a déjà porté ses fruits, s'est réjoui le promoteur de TEF. « *Nous avons eu un impact direct sur quatre mille quatre cent soixante entrepreneurs et nous commençons à en voir les résultats, en termes de création d'emplois, mais surtout la reconnaissance que le bien-être économique de l'Afrique est entre les mains des entrepreneurs que sont les femmes et hommes, grands et petits* », a-t-il estimé.

Les quelques quatre mille talents d'Afrique ont vu, en effet, leurs revenus presque tripler avec plus de cinquante-deux millions de dollars de chiffres d'affaires. Pendant la même période, grâce à leurs activités, environ douze mille emplois ont été créés. En matière de genre, de plus en plus de femmes s'en-

gagent dans l'entrepreneuriat car parmi les jeunes sélectionnés par la tribune, au moins 41% d'entre eux sont des femmes.

En lançant la fondation en 2010 puis le forum quatre ans après, le philanthrope nigérian veut ainsi rassembler l'ensemble de l'écosystème de l'entrepreneuriat africain, capter un maximum d'entrepreneurs, les gouvernements qui doivent créer un environnement propice, le capital, les conseils et le réseautage. Le concepteur de l'Afrique capitaliste a pu déboursier cinq millions de dollars destinés à former dix mille jeunes qui vont, à leur tour, créer, durant les dix années, un million d'emplois et dix milliards de revenu annuel sur le continent.

Le comité de sélection de la promotion 2018 a reçu pas moins de cent cinquante mille dossiers à travers le continent. Lors d'une séance interactive avec les présidents Nana Akufo-Addo du Ghana, qui a fait le déplacement de Lagos, et Uhuru Kenyatta du Kenya (sur vidéo conférence), le promoteur Tony Elumelu a invité les décideurs africains à investir réellement dans la jeunesse. « *Ces jeunes ont des potentiels, ils nous demandent juste de les accompagner. Nous nous tournons vers vous parce que la transformation de l'Afrique ne peut se faire sans l'accompagnement des dirigeants politiques* », a-t-il plaidé.



Un des panels du 4^e TEF, le 25 octobre à Lagos/Adiac

UBA va accroître ses activités au Congo

Quelques partenaires au développement parmi lesquels la coopération allemande GTZ, le Comité international de la croix rouge, l'Agence française de développement, le Programme des Nations unies pour le développement, ont décidé de soutenir le forum de la

fondation Tony-Elumelu.

En matière de financement des projets innovants au sein des pays, UBA est le maillon essentiel. Vincent Ngimbock est le directeur général de UBA Congo. Il promet de traduire au niveau local la vision du groupe d'être une banque globale. « *UBA Congo se donne pour mission de promouvoir cette initiative, afin de permettre à des jeunes congolais talentueux de faire connaître leur projet et de bénéficier d'une exposition ou d'un financement* », a-t-il assuré.

Deux jeunes ont représenté le pays à ces assises : Georgia Levinet et Pacifique Essereke, respectivement entrepreneure agricole

et mentor. Georgia Levinet investit dans la production du maïs à partir duquel elle va extraire de l'huile, la farine pour les nourrissons... La bénéficiaire de la promotion 2016 a été invitée de nouveau afin de venir partager son expérience aux autres jeunes. Son business plan nécessite quatre-vingt-dix millions FCFA mais le financement manque. « *J'ai déjà obtenu cinq millions FCFA de la Fondation Elumelu. J'espère trouver d'autres investisseurs pour m'aider à acheter les machines nécessaires à la transformation de la matière première* », a-t-elle lancé.

Fiacre Kombo,
envoyé spécial à Lagos

« Ces jeunes ont des potentiels, ils nous demandent juste de les accompagner. Nous nous tournons vers vous parce que la transformation de l'Afrique ne peut se faire sans l'accompagnement des dirigeants politiques »,

TUBERCULOSE

Un nouveau vaccin contre une maladie qui touche des millions de personnes

La conférence mondiale sur la santé respiratoire, qui s'est achevée le 27 octobre à La Haye, aux Pays-Bas, a été marquée par l'annonce de plusieurs avancées dans la lutte contre la pathologie.

Voici un tour d'horizon de l'évolution de la manière dont médecins et humanitaires s'attaquent à la maladie infectieuse la plus meurtrière au monde - 1,7 million de personnes en 2017, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Certaines souches de tuberculose - une infection pulmonaire grave, transmise par voie aérienne, qui peut se propager au cerveau - se sont révélées particulièrement résistantes aux antibiotiques.

Une équipe de médecins en Biélorussie (l'un des pays où le taux de tuberculose multirésistante est le plus élevé) a traité pendant plusieurs mois des patients avec un nouveau traitement contre la tuberculose résistante aux antibiotiques, la bedaquiline, combiné à d'autres antibiotiques.

Le taux de succès de l'étude biélorusse (93%) a pu être répliqué au cours d'autres essais cliniques sur la

bedaquiline en Europe de l'est, en Afrique et en Asie du sud-est. La bedaquiline « change complètement la donne », selon des experts, remplaçant des mois de traitements douloureux et souvent inefficaces.

D'importants progrès ont été réalisés dans le domaine de la prévention, avec la mise au point d'un nouveau vaccin contre la tuberculose, le premier depuis près d'un siècle.

GlaxoSmithKline a démontré, lors d'un essai dans trois pays africains, que son vaccin avait une efficacité de 54% chez des sujets atteints de tuberculose mais qui n'ont pas encore développé la maladie.

« *Un tel niveau d'efficacité pourrait vraiment avoir un impact sur la santé mondiale* », a déclaré Marie-Ange Demoitie, qui dirige le développement du vaccin pour GSK.

Des scientifiques ont dévoilé, le 25 oc-

tobre, un nouveau test révolutionnaire pour détecter la tuberculose chez les enfants qui, d'après eux, pourrait éviter chaque année des centaines de milliers de cas.

Une équipe internationale basée à la fondation pour la tuberculose KNCV, à La Haye, a mis au point un moyen simple pour tester les échantillons de selles des enfants de moins de 5 ans.

Cette méthode, qui peut être pratiquée dans des régions isolées, devrait se substituer à l'actuelle, une méthode invasive et habituellement réservée aux grands hôpitaux.

Selon les estimations, deux cent quarante mille enfants meurent de la tuberculose chaque année. La maladie est curable et rarement mortelle pour les enfants si elle est diagnostiquée à temps. L'absence de traitement est la cause de près de 90% des décès chez l'enfant.

Une approche novatrice pour traiter les enfants à risque a connu un succès remarquable dans quatre pays africains. L'Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires a mené une étude sur les enfants de moins de 5 ans vivant dans un foyer où au moins un adulte a été diagnostiqué comme atteint par la maladie. Ceux chez qui la tuberculose n'était pas active - la bactérie est latente chez environ un quart des humains - ont reçu un traitement préventif pendant trois mois, soit la moitié de la durée du traitement actuel. Sur les quelque deux mille enfants traités, 92% l'ont été avec succès.

L'OMS va organiser, du 30 octobre au 1^{er} novembre, la première Conférence mondiale sur la pollution de l'air et la santé, à Genève. Les scientifiques présents à La Haye ont exhorté les Etats à considérer la pollution atmosphérique

comme une urgence de santé publique : 90 % de la population mondiale respire de l'air pollué.

« *Six millions de personnes meurent chaque année à cause de la mauvaise qualité de l'air* », a déclaré Neil Schluger, conseiller scientifique chez Vital Strategies, une organisation affiliée à l'Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires.

« *Chaque jour, les médecins voient les méfaits de la pollution de l'air - des patients souffrant d'asthme aigu, de crises cardiaques, d'accidents vasculaires cérébraux... Pourtant, trop de gouvernements échouent à traiter ce problème comme une véritable crise de santé publique. Nous devons nous mobiliser parce que le problème s'aggrave et qu'il est urgent d'agir* », a-t-il ajouté.

Nestor N'Gampoula et l'AFP

Universal Sanza d'Ano va honorer son fondateur

Bruno Okokana

Jean Jacques Morlende
Ayaogningat, survenu le 15
octobre 2018, à 18h30 à Paris
(France) des suites d'une
longue maladie.
La veillée mortuaire se tient au
n° 4, rue Tsiémé, Nkombo (vers
le marché).
La date d'inhumation sera
communiquée ultérieurement.

Un délai de trois mois est accordé à tous ceux qui sont contre cette initiative pour faire opposition.



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
 Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
*Essais, Romans, Bandes dessinées,
 Philosophie, etc.*








Un Espace culturel pour vos Manifestations
 Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
 Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
 immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
 République du Congo

Horaires d'ouverture:
 Du lundi au vendredi: 9h - 17h
 Samedi: 9h - 13h



CONTENTIEUX SPORTIF

La DGSP et Me Mougallet obtiennent gain de cause à la Ccas

Les décisions rendues par la Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport (Ccas) ont respectivement rétabli, dans leur droit, l'équipe seniors dames de handball de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP) et Me Guy Ernest Mougallet.

La Ccas a dit le droit sur les affaires qui opposaient tour à tour l'équipe de la DGSP à la Fédération congolaise de handball (Fécohand) et celle mettant aux prises l'ancien entraîneur sélectionneur des Diables rouges à la Fédération congolaise de Karaté et arts martiaux affinitaires. Seulement ses décisions du 26 octobre ont été différemment interprétés. Il y a eu des scènes de joie et bien évidemment des grincements de dent. L'équipe de la DGSP a touché à son but. Elle a obtenu gain de cause sur l'un des problèmes-clés : sa disqualification de la compétition et la perte de son classement. La DGSP n'a pas pu jouer la finale de la 49e édition du championnat national de handball qui l'opposait à Abo sport parce qu'elle a réclamé le changement de la paire arbitrale. Ayant perdu le match par forfait, elle a jugé les autres sanctions prononcées contre elle par la Fécohand trop sévères. Elle a, en effet, perdu sa deuxième place puis a été disqualifiée de la compétition. Heureusement pour elle, la Ccas a mis

de l'ordre dans cette décision. « La Chambre, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement, contradictoirement en matière d'arbitrage sportif et en premier ressort en la forme, rejette les exceptions d'irrecevabilité de la requête soulevée par la Fécohand. En conséquence, elle déclare recevable la requête introductive d'instance de l'équipe seniors dames de handball de la DGSP. Au fond, elle annule la sanction de la disqualification infligée à l'équipe de la DGSP par le comité exécutif de la Fécohand », a déclaré Michel Miambi, président de la séance. La Ccas n'a pas donné raison à la DGSP sur toute la ligne, loin de là. Elle a par ailleurs confirmé les autres sanctions infligées à la DGSP par le bureau de la Fécohand. « La Ccas Confirme les autres sanctions prononcées à son encontre par la commission d'homologation. Déboute l'équipe DGSP de sa demande relative à la levée des sanctions autres que la disqualification l'avocat de la DGSP.

Mais elle dépend à la charge de la Fécohand. » Eric Yvon Ibouanga a salué la décision de la Ccas. Car, pour lui, le problème de fond était en principe celui de la disqualification et le déclassement de la DGSP. « J'ai eu une agréable impression par rapport au verdict qui vient d'être rendu en faveur de l'équipe handball de la DGSP. L'équipe a été restaurée dans ses droits. Nous avons dit que la sanction de l'amende, la DGSP va s'en acquitter. En ce qui concerne le déclassement, il n'est pas, prévu dans les sanctions qui ont été prises. donc La chambre a dit le droit », a commenté Me Eric Yvon Ibouanga. L'avocat de la défense a promis respecter la décision en éprouvant la satisfaction et l'amertume. « Cinq demandes étaient quand même formulées devant la Ccas. La chambre a validé quatre décisions du comité exécutif, seule une décision a été annulée », a-t-il fait savoir. Emmanuel Oko a promis des éventuels recours si son client la Fécohand le souhaite. « Cette décision, je la respecte mais elle est éminemment critiquable dans son volet du rejet de la sanction sur la disqualification de cette équipe. Je m'en remets s'il y'a des recours à la décision de la Fécohand. Si mon

client m'instruit, nous irons aux instances africaines », a-t-il ajouté. « Pour nous c'est une victoire parce qu'on a eu de l'ascendance sur nos détracteurs. On avait aussi à prouver au public sportif congolais qu'il y a certaines choses qu'on ne peut pas accepter. Un match perdu par forfait ne pouvait pas entraîner de telles sanctions. Nous nous réjouissons de la décision de la Ccas », s'est félicité le secrétaire général de la DGSP, le capitaine François Elion Ndouniama. Sur la deuxième affaire, la Ccas a donné raison à Me Ernest Guy Mougallet sur toute la ligne. Elle a annulé toutes les sanctions prononcées contre lui, exigeant que l'intéressé soit rétabli dans ses droits. Elle a, par ailleurs, demandé à la Fécoka-Ama de lui verser la somme d'un million de francs CFA au titre de dommage et intérêt. « La Chambre après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement, contradictoirement en matière d'arbitrage sportif et en premier ressort en la forme, déclare recevable la requête introduite par Guy Ernest Mougallet. Au fond elle annule toutes les sanctions prononcées contre lui par la Fécoka-Ama, dit que l'intéressé recouvre tous ses droits qu'il détenait au sein de cette

fédération avant les dites sanctions. Reçoit en outre sa demande en paiement des dommages et intérêts. Elle Condamne la Fécoka-Ama à lui payer la somme d'un millions de francs CFA à titre de dommages et intérêts. Elle déboute Ernest Guy Mougallet de surplus de sa demande. Elle dépend à la charge de la Fécoka-Ama » « Nous avons apporté les preuves suffisantes qui ont permis à la justice d'annuler cette décision arbitraire prise à mon encontre. J'ai aussi le sentiment de tristesse et de désolation parce que nous constatons qu'un groupe de maîtres se regroupent autour du bureau exécutif pour prononcer des sanctions du genre à exclure d'autres maîtres de la Fécoka-Ama pour satisfaire leur intérêt personnel et égoïste », a commenté Me Mougallet. L'ancien entraîneur sélectionneur des Diables rouges de karaté a été exclu, rétrogradé du huitième au cinquième dan par la Fécoka-Ama qui lui a retiré tout titre qu'il avait reçu en tant que karatéka. « Le karaté pour nous c'est toute une vie. Il circule dans notre corps comme le sang qui coule dans les veines. Personne ne peut accepter qu'on arrête la circulation du sang dans ses veines ».

James Golden Eloué

MUSIQUE

Djason philosophe réussit son grand retour à l'IFC

Le concert conceptuel multicolore donné par l'artiste musicien dit the Winner et son groupe Super Nkolo Mboka , le week-end dernier, a été vivement salué par le public venu nombreux.

El Caliente Djason philosophe a mis en exergue son nouveau style de musique «Multicolore» au profit de ses fans et autres amoureux de la musique, au cours du concert qui a marqué son grand retour dans la grande salle de l'Institut français du Congo (IFC), après son grand passage en 2006. Comme il l'avait promis, Djason philosophe the Winner a offert aux Brazzavillois qui aiment la musique et l'accompagnent de découvrir sa richesse à travers ce concert multicolore. Il a interprété tour à tour non seulement les chansons des albums précédents, telles que «Andrea», «Okoulole», «Kingem», «Piladjambou», «Pêcheur mondélé», «La samba de Congo», «La salsa del Congo» (pour honorer les Latinos) et «Opaio» (pour mettre le public dans le chaud) mais aussi de son opus «Multicolor», du nouvel album de son nouveau style musical, à savoir «Rumba na piste», «Envoûtement» (des titres déjà en vente en ligne) de même que la chanson «Efandza Ntéké» (qui fait la une de la chronique musicale et évoque l'alliance culturelle entre les deux Congo séparés par le deuxième fleuve le plus puissant au monde).



Djason philosophe et son Super Nkolo Mboka sur scène (Adiac)

Si les artistes musiciens Boloko, Ossibi, Chawarna... ont montré au public combien ils savent le mettre

en haleine à travers leurs voix angéliques, le fluto-saxo Destino n'est pas resté en marge. Il a arraché les

applaudissements du public à travers la chanson «Indépendance Tcha-Tcha» de Grand Kallé que l'orchestre a interprétée. Une autre particularité de ce concert, en dehors de son caractère multicolore, a été la montée sur scène des sapeurs, à travers la chanson de Papa Wemba fidèlement interprétée par le musicien Boloko. Ces derniers, vêtus tels qu'ils savent le faire, ont dandiné sur le podium de l'IFC.

À l'issue de ce concert, l'artiste a remercié l'organisateur. « Je remercie l'IFC qui a cru en nous, en nous accompagnant pour ce spectacle multicolore. Je remercie aussi tout le public qui est venu nombreux nous soutenir en dépit de la période critique (crise), sans oublier RH couture. » Le groupe Super Nkolo Mboka est attendu à Kinshasa dans les jours à venir pour le lancement de «Multicolor».

Bruno Okokana

« Je remercie l'IFC qui a cru en nous, en nous accompagnant pour ce spectacle multicolore. Je remercie aussi tout le public qui est venu nombreux nous soutenir en dépit de la période critique (crise), sans oublier RH couture. »

MARCHE CONTRE LA MACHINE À VOTER

L'opposition n'a pas réussi une grande mobilisation

Le Commissaire provincial de la police/ville de Kinshasa parle d'environ 4.000 militants ayant battu le pavé le 26 octobre tout en les félicitant d'avoir fait preuve du respect des lois en matière de manifestation publique.

Après moult tergiversations, la marche de l'opposition a finalement eu lieu le 26 octobre à Kinshasa et dans quelques grandes villes du pays. Dans la capitale, presque toutes les couronnées de l'opposition, du moins celles qui se trouvaient à Kinshasa, ont pris part à cette manifestation contre la machine à voter et le fichier électoral dit « corrompu » pour lequel un nettoyage impératif est exigé. Vital Kamerhe, Martin Fayulu, Freddy Matungulu, Théodore Ngoy, Adolphe Muzito, Pierre Lumbi, Marie-José Ifoku et autres occupaient la première ligne, encadrés par les éléments de la police. Pour des raisons de sécurité, l'autorité urbaine avait pris soin de restreindre l'itinéraire de la marche qui devrait partir de la place Échangeur pour échoir au boulevard Triomphal.

Respectueux de l'engagement pris de commun accord avec l'Hôtel de ville, les leaders de l'opposition présents se sont conformés à l'itinéraire tracé, marchant d'un pas lent, accompagnés de

leurs militants jusqu'au point de chute. Drapelets, calicots, effigies des leaders de l'opposition, vuvuzela, etc., tout y était pour donner de l'impact à l'évènement et prouver l'adhésion des masses aux thèses de l'opposition. Aucun incident n'a été signalé tout au long du parcours, quand bien même à certains moments des chants hostiles au pouvoir émergeaient de la foule sans toutefois susciter la colère des agents de l'ordre. Ces derniers ont, en effet, affiché un calme imperturbable, ne cédant pas à la provocation des manifestants. Dans les différents carrefours et autres endroits stratégiques tels que la permanence PPRD/Sendwe ou encore la 7e rue/Limete, la police avait posté des véhicules anti-émeute avec beaucoup de policiers afin de dissuader d'éventuels fauteurs des troubles.

L'absence de l'UDPS pour qui ladite marche était inopportune était très mal perçue par les autres partis et regroupements politiques présents qui ont considéré son auto marginalisation comme une forme de trahison. « *Bravo aux amis de l'opposition pour les marches organisées ce jour dans plusieurs villes du pays. Je rappelle par la même occasion le devoir de relever ensemble les défis de la candidature commune, du fichier corrompu et de la machine à voter. Restons unis pour le Congo* », avait écrit sur son



Les manifestants déployés sur le boulevard Lumumba

compte twitter depuis l'étranger Félix Tshisekedi comme pour se dédouaner.

Une chose est sûre, c'est que, comme l'Engagement citoyen pour le changement, la mobilisation n'était vraiment pas à la hauteur. Beaucoup se sont désistés, redoutant des troubles éventuels. La police parle d'environ 4.000 manifestants ayant battu le pavé le 26 octobre. Tout en félicitant les militants qui ont fait preuve du respect des lois en matière de manifestation publique, le Commissaire provincial de la police ville de Kinshasa a, en outre, appelé tous les partis politiques et leurs militants à développer le même comportement et aux forces de l'ordre

de continuer à encadrer les manifestants avec professionnalisme. Arrivés au point de chute, une délégation des leaders de l'opposition a pris la direction de la Cénie pour y déposer le mémorandum contenant les revendications des manifestants. C'est notamment le rejet de la machine à voter et le retrait du fichier électoral de tout « Congolais enrôlé irrégulièrement ». Même scénario ou presque dans les autres villes du pays où des marches furent organisées. À Beni, Goma, Bukavu, Ituri, etc., la marche pour dire non à la machine à voter et exiger le nettoyage du fichier électoral des enrôlés sans empreintes digitales s'est déroulée

sans incident majeur. La police a été mise à contribution pour encadrer les différentes marches en vue d'éviter tout cas de débordement. À Kisangani (Tshopo) par contre, la marche pacifique projetée par le collectif des partis politiques de l'opposition n'a pas eu lieu, parce qu'interdite par le maire de la ville. À Mbuji Mayi, l'esplanade de la Poste, lieu prévu pour le rassemblement, a été inaccessible, la police ayant été la première à prendre possession de l'endroit. Finalement, il n'y a eu ni marche, ni meeting, le vendredi dans cette ville du Kasai-Oriental.

Alain Diasso

ENJEUX ÉLECTORAUX

Le projet de société du FCC attendu la semaine prochaine

Le document sera présenté par le candidat de la plate-forme à la présidentielle du 23 décembre, Emmanuel Ramazani Shadary, et son équipe de campagne.

Le Front commun pour le Congo (FCC) a présenté officiellement au public venu des différents coins de la ville de

Kinshasa, son candidat à l'élection présidentielle, Emmanuel Ramazani Shadary, à l'occasion d'un meeting, le 27 octobre, au stade Tata Raphaël.

Dans son intervention, le candidat du FCC a de prime abord remercié les Kinois et Kinois pour avoir répondu massive-

ment à l'appel du comité stratégique de sa plate-forme, sans oublier les responsables de cette coalition ayant effectué le déplacement du stade Tata Raphaël. Il a profité de l'occasion pour rendre un hommage appuyé au chef de l'État, Joseph Kabila Kabange, pour avoir por-

té son choix sur sa modeste personne en le désignant comme dauphin à la présidentielle de décembre.

S'agissant du processus électoral, Ramazany Shadary s'est dit convaincu que les élections auront lieu et a demandé à la population congolaise d'être prête pour y participer massivement. « *Nous allons aux élections le 23 décembre 2018. Nous savons que vous êtes prêts et nous allons gagner ces élections* », a-t-il déclaré devant une assistance hystérique qui, visiblement, était de cœur avec lui.

Auparavant, le coordonnateur du comité stratégique du FCC, le Pr Néhémie Mwilanya, a salué le sens d'attachement que manifeste la population congolaise en général et kinoise en particulier au leadership de Joseph Kabila Kabange. « *La présence massive des mamans, des papas et jeunes démontre que leurs voix comptent pour la refondation de la nation congolaise* », a-t-il fait remarquer. Et d'ajouter que

ce meeting entre dans le cadre d'une série d'actions que le FCC prévoit d'organiser avant le 23 décembre. Il a saisi cette opportunité pour rappeler à des milliers de Congolais qui ont pris d'assaut le stade Tata Raphaël le sens de la lutte que ne cesse de mener Joseph Kabila Kabange pour la réunification du pays et la démocratie. Ce, avant de souligner que la présence massive des Kinois à cette manifestation témoigne de leur soutien sans faille à Emmanuel Ramazani Shadary.

Rappelons que le FCC est une plate-forme électorale initiée par Joseph Kabila Kabange avec pour but de gagner les élections à tous les niveaux autour d'un programme commun. Cette coalition politique regroupe en son sein les partis de la majorité présidentielle, les regroupements politiques, les organisations de la société civile ainsi que les personnalités indépendantes.

Blandine Lusimana



Les cadres du FCC à la tribune

HUMEUR

Quand une race de « menteurs » alimente négativement des causeries publiques !

Dans des transports en commun, débits de boisson, marchés, quartiers ou administrations tant publiques que privées, bref sur des places publiques, des mensonges de tous genres sont débités ces jours-ci par certaines personnes. On entend dire, par exemple, que le pays serait en train de s'acheminer vers des mesures d'ajustement structurel ; qu'il serait au seuil de la deuxième dévaluation du franc CFA...

Ces mensonges, disons-mieux ces fausses informations, rencontrent le plus souvent des oreilles attentives de certains compatriotes qui ont pris la mauvaise habitude de prêter plus attention aux ragots qu'aux informations vraies. Et si rien n'est fait pour mettre fin à cela, c'est la conscience collective qui prendrait un coup ou qui se trouverait désabusée. Ces gens-là, véritables « désorientateurs » de l'opinion nationale, se frottent toujours les mains sans aucune gêne quand ils déversent de tels propos déstabilisateurs pour leur pays. Quand vous leur posez la question sur l'authenticité de leurs propos, certains vous renvoient au compte rendu du dernier conseil des ministres tenu le 6 octobre. Pour eux, la liste des absentéistes de cesrtaines administrations, publiée par le gouvernement, serait une manifestation de sa colère et c'est l'arbre qui cache la forêt car les faits sont ailleurs. Or, l'opinion nationale voire même internationale est bien consciente du combat que l'exécutif a engagé contre les antivaleurs pour rompre avec l'absentéisme, la corruption, la concussion, la fraude, le détournement des biens publics, etc. Mais pour ces amuseurs publics, les noms cités seraient la traduction de l'impasse des négociations entre le Fonds monétaire international et le pays. Une impasse qui conduirait à l'ajustement structurel et/ou à la deuxième dévaluation du franc CFA.

Le terme rupture voudrait-il dire dévaluation du franc CFA ou ajustement structurel ? Et la rumeur prend de plus en plus de l'espace, à défaut d'une réaction des spécialistes de ces questions, notamment les politiques et les économistes qui laissent libres cours aux fake news dans les réseaux sociaux. Quelles grossièretés si cela reste sans fondement objectif !

Ce billet d'humeur n'est qu'un constat mais amer, des comportements de certains concitoyens prêts à dire toutes les méchancetés sur le pays pour le tirer vers le bas, au lieu de lui souhaiter un futur agréable. Quand on milite à salir coûte que coûte son propre pays, on s'apparenterait à ce serpent qui se meurt la queue. A bon entendeur salut !

Faustin Akono

CRIMINALITÉ DANS LA VILLE OCÉANE

Vingt malfaiteurs présentés à la presse

En majorité jeunes et de nationalité congolaise, les présumés coupables ont été présentés le 26 octobre par les services de police judiciaire des départements de Pointe-Noire et du Kouilou.

Les services de police ont indiqué que les hors la loi arrêtés appartiennent à diverses bandes criminelles qui opèrent à travers les quartiers de Pointe-Noire, dont les groupes Boom à l'étranger, les Américains, les Arabes et autres. Ils sont présumés coupables de plusieurs infractions, à savoir le vol de divers biens de valeur et d'importantes sommes d'argent appartenant à autrui, le vol à mains armées, le viol en série, la violence et voie de fait à l'endroit d'un enfant âgé de 5 ans, la séquestration de mineur, etc. Parmi ces bandits figurent Dany Grâce Mboundou Matondo Mouyabi alias agent blendé, Pouena Mampassi alias Dada, Kiakanou Ondélé alias Capo, Borel Itoua (de nationalité centrafricaine), Rivel Ngapaka et Rody Mpelé.

Parmi ces bandits figurent Dany Grâce Mboundou Matondo Mouyabi alias agent blendé, Pouena Mampassi alias Dada, Kiakanou Ondélé alias Capo, Borel Itoua (de nationalité centrafricaine), Rivel Ngapaka et Rody Mpelé.

Interrogés par la presse, Dany Grâce Mboundou Matondo Mouyabi et Rivel Ngapaka, respectivement interpellés pour meurtre, violence et voie de fait sur mineur, ont reconnu chacun les faits. « Je suis responsable de certains meurtres de quelques personne dans la ville, souvent c'est moi qui commandite les combats qui opposent fréquemment les lycéens de Poaty -Bernard à

ceux de Victor-Augagneur » a affirmé Dany Grâce Mboundou Matondo Mouyabi.

Le colonel de police, André Mankassa, chef de service de la police judiciaire au Kouilou et à Pointe-Noire, a invité les habitant de la ville à mieux collaborer avec ses services. «Il n'y a pas de bonne police sans une bonne collaboration avec la population,...»

Le colonel de police, André Mankassa, chef de service de la police judiciaire au Kouilou et à Pointe-Noire, a invité les habitant de la ville à mieux collaborer avec ses services. «Il n'y a pas de bonne police sans une bonne collaboration avec la population, ainsi conformément aux orientations de la hiérarchie en général et celles de la direction départementale de la police au Kouilou et à Pointe-Noire en particulier, les habitants de Pointe-Noire et du Kouilou doivent continuer à avoir confiance aux services de police qui travaillent nuit et jour en vue de veiller à la sécurisation des personnes et de leurs biens dans ces départements » a-t-il rappelé. Certain de ces malfrats sont des récidivistes et des repris de justice. Les objets volés saisis sont, entre autres, un poste téléviseur, des ordinateurs, des trousseaux de clés, des machettes et des sommes d'argent estimées à trois millions et neuf cent quatre-vingt mille francs CFA. C'est à la suite d'une pétition formulée par des habitants et des responsables de certains quartiers de la ville que la police a réussi l'interpellation de ces bandits. Séverin Ibara

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS
www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com



CONTACTEZ NOUS
84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr





REMORQUAGE ET AIDE AU CONSTAT GRATUITS

 SAHAM ASSURANCE AUTO

En cas de panne ou d'accident, nous sommes à vos côtés.

Quel que soit votre type de véhicule, bénéficiez d'offres adaptées à vos besoins.
En cas de choc ou de panne, le constat et le remorquage de votre voiture sont gratuits.
Pour plus de renseignements, rendez-vous dans l'une de nos agences.

ASSISTANCE
05 053 58 58



SAHAM
Assurance

member of  **Sanlam** group

HÔPITAL GÉNÉRAL ADOLPHE-SICÉ

Des infirmiers outillés pour la prise en charge de l'hypertension artérielle

Le personnel soignant du grand établissement sanitaire de Pointe-Noire a bénéficié, récemment, d'une formation en la matière initiée par la direction générale du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville, en partenariat avec la Société de cardiologie du Congo (Socarco).

L'hypertension artérielle, élévation de la pression artérielle au-dessus de 140/90mm Hg, ne cesse de faire des victimes dans le pays. Ce qui nécessite de meilleures dispositions pour une prise en charge effective et efficace et des traitements appropriés. D'où, le renforcement des capacités opérationnelles des infirmiers et infirmières de l'hôpital général Adolphe- Sicé.

«Tous les services cliniques de l'hôpital général Adolphe-Sicé sont dotés d'appareils à tension. Pendant cette formation, ces services ont été représentés par un certain nombre d'infirmiers et infirmières », a expliqué Gildas Ngoulbi Ofouma, directeur des affaires médicales de cet hôpital.

Trois semaines après l'activité, les résultats sont visibles d'après lui. « Les participants ont fait une restitution des informations reçues. Nous enregistrons un peu moins de plaintes, ce qui veut dire qu'il y a un impact positif », a-t-il indiqué.

La formation a été initiée en

rapport avec la célébration de la Journée mondiale du cœur. La journée thématique a été placée sous le patronage du Pr Gisèle Kaky Kimbally, présidente de la Socarco, venue de Brazzaville avec sa délégation. L'activité a été axée sur deux thèmes développés par les Drs Paterné Bakekolo et Joseph Makani Basakouahou du CHU portant sur « Les risques de d'hypertension artérielle » et « La prise en charge de l'hypertension artérielle » devenue un véritable problème de santé publique au Congo.

Des rappels ont été faits sur certaines notions, notamment les risques d'hypertension artérielle, les facteurs qui disposent à son apparition (diabète, l'obésité, la consommation excessive de l'alcool, du tabac et des graisses et autres), les signes cliniques qui peuvent faire penser à cette pathologie, les moyens de mesure de l'hypertension artérielle et les conditions de base à respecter pour la mesurer, ses complications depuis le cerveau avec les accidents vasculaires cérébraux en passant par le cœur, les reins et les vaisseaux périphériques.

Les participants ont été édifiés sur les aspects thérapeutiques de la prise en charge de l'hypertension artérielle qui se fait en deux volets. Il s'agit du volet non médicamenteux donc les mesures hygiéno-diététiques ou conseils diététiques (consom-



mer moins d'alcool, de sel et de graisse, pratiquer l'activité physique pendant au moins trente minutes par jour et cinq fois par semaine et arrêter de consommer le tabac) et le volet médicamenteux qui intervient quand le premier volet ne suffit pas.

Il a aussi été rappelé aux infirmiers les chiffres tensionnels qui sont interindividuels et ne doivent pas aller au-delà de 14 et 9. Pour cela, il a été conseillé le respecter des conditions de mesure (malade au repos, le contexte de stress, la douleur et autres) et les moyens de diagnostic. Cliniquement, le

malade doit être interrogé pour connaître ses antécédents, son mode de vie, etc. Les exposés ont été soutenus par des évaluations auxquelles se sont illustrés les participants.

Saluant cette initiative qui a permis de les rendre plus aguerris en matière de prise en charge de l'hypertension artérielle, Carine Makengo, une des infirmières, a plaidé la cause des malades hypertendus à vie. « Si le gouvernement pouvait placer aussi les moyens pour que ces personnes hypertendues qui suivent les traitements à vie bénéficient des traitements gratuits, cela se-

Une vue de la salle lors de la formation./Adiac rait une bonne chose car le plus grand problème pour elles ce sont les ressources financières », a-t-elle signifié.

Raoul Chocolat, directeur général de l'hôpital général Adolphe-Sicé, s'est dit satisfait de cette formation qui va permettre de maximiser le rendement de son personnel, dans le cadre de la prise en charge de l'hypertension artérielle mais aussi d'affermir la coopération interhospitalière. Cette formation s'est déroulée en présence du Dr Arlette Ngouma, chef de service cardiologie du CHU.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PERSONNE VIVANT AVEC HANDICAP

La troupe théâtrale Handi-arts programme une série d'activités

Le groupe prévoit d'organiser du 1er au 3 décembre, des journées culturelles des personnes vivant avec handicap, à l'espace du trentenaire de CPGOS, à Pointe-Noire.

Les journées envisagées auront pour but de promouvoir l'expression des talents artistiques de la personne handicapée mais aussi de bannir chez lui le complexe d'infériorité en acceptant sa condition physique. Il s'agira pour la personne handicapée de s'exprimer puisque les politiques visant à promouvoir son insertion socioprofessionnelle, en dépit de quelques avancées perceptibles, ont montré leurs limites. Ce qui a pour conséquence sa marginalisation car abandonnée à elle-même, vivant sans soutien sinon par la main tendue et l'aumône des généreux citoyens.

Au nombre des activités prévues à cette occasion, figurent les conférences-débats, concerts, expositions, représentations théâtrales... « La personne vivant ave handicap face à la société » et « L'éthique d'une personne vivant avec handicap » sont les sous-thèmes qui seront développés par des personnes res-



sources qui sont au cœur de la situation de cette couche sociale.

Le goupe musical Handi-musica et le chanteur Antar le lion livreront des concerts. Un défilé de mode

mettant en exergue les couturiers et mannequins vivant avec handicap aura également lieu, sans oublier les récitals par les enfants handicapés. Une exposition-vente des produits et

articles artisanaux fabriqués par ces personnes sera organisée pendant les trois jours des journées culturelles. Une collecte de fonds pour soutenir les futurs projets et activités de la troupe théâtrale Handi arts va mettre fin à la série des réjouissances. La troupe théâtrale Handi arts a été créée le 5 août 2000, à Loango, dans le département du Kouilou. Elle mène des coproductions et des activités avec les autres troupes et compagnies de théâtre de la place. Elle a participé au festival des écrivains et arts en 2002, aux journées théâtrales en campagne la même année. Handi arts a pris part en 2003 au festival Stop sida et au festival TECJ, etc.

À l'instar de la direction départementales des Arts et lettres, des Affaires sociales, de la mairie de Pointe-Noire, des associations des personnes vivant avec handicap... qui soutiennent l'initiative, la troupe théâtrale Handi arts espère sur l'adhésion et le support des autres partenaires en vue de garantir la réussite de ces journées culturelles.

Hervé Brice Mampouya

HUMOUR

La onzième édition du festival Tuseo a vécu

Plusieurs humoristes venus des divers horizons ont pris part, du 25 au 27 octobre, au grand rendez-vous du rire de Brazzaville, à l'Institut français du Congo (IFC).

La onzième édition du festival international du rire (Tuseo) a accueilli, entre autres, les artistes Meddy Johnson du Maroc; La Jaguar premier, du Burkina Faso; Henri David Cohen, de France; Rosamary Omorogbe, du Nigeria; Abelle Bowala, de la République démocratique du Congo (RDC); Yann Koko, du Gabon; Kartsym, du Tchad; Thérèse N'Daye, de la Guinée Conakry; Weïlfar Kaya, Juste Parfait Menidio, Titus Kosmas, Cerveau magique, Boris, Thales, Tuseo family stand up et Fortuné Bateza, du Congo-Brazzaville.

Dans son mot de circonstance, la promotrice et organisatrice de ce festival, Lauryathe Bikouta, a remercié infiniment l'IFC qui ne cesse d'accompagner Tuseo depuis 2005, soit une année après sa naissance en 2004. S'adressant au public, elle a eu des mots aimables.

« Nous sommes très heureux une fois de plus de vous accueillir en ces lieux, parce que vous êtes un grand partenaire de cet événement. Tuseo veut dire rire, parce qu'on ne vit pas seul, on vit avec les autres. Tuseo, veut dire aussi rassemblons-nous, réunissons-nous. C'est ce que nous faisons chaque année. Cette année, nous avons des artistes qui sont venus de partout et nous

sommes très heureux d'être-là. Nous remercions également tous nos partenaires y compris tous les artistes qui sont venus », a-t-elle déclaré.

Lauryathe Bikouta a profité de l'occasion pour annoncer au public que pour la première fois, Tuseo a accompagné une association de France, dirigée par Mme Carole. Cette association s'appelle "Regards du cœur" et œuvre pour la solidarité sous toutes ses formes avec deux axes essentiels : la scolarisation des enfants et le soutien aux femmes pendant les accouchements. Avant l'ouverture du spectacle, sa présidente a séjourné à Dolisie grâce à Tuseo et l'IFC.

« Ce n'est pas moi que vous êtes venus voir, mais plutôt vos artistes, place alors au spectacle », a-t-elle lancé.

C'est l'artiste musicienne ouest-africaine Valdie Mikamona, très applaudie, qui a ouvert le bal par une excellente prestation.

Charité bien ordonnée commençant par soi-même comme le dit l'adage, le rire à proprement parler a débuté par l'entrée sur scène du duo congolais, Boris et Thales. Ces deux intellos asthmatiques ont galvanisé la salle, avant que le comédien nigérian, Charlie Poetry, n'appuie sur l'accélérateur



Sur scène Lauryathe Bikouta (au milieu), Marie Audigier, directrice déléguée de l'IFC (à sa gauche) et Mme Carole, présidente de l'association Regards du cœur (à sa droite)

avec «Je fais de l'humour». Le pays hôte est remonté de nouveau sur la scène à travers l'humoriste Aristote Kaya, le cerveau magique du Congo, qui a présenté un spectacle intitulé «Lasorcellerie de chez nous». La RDC n'est pas restée en marge de la fête internationale du rire. Elle a été représentée par la brillantissime humoriste Abelle Bowala, dans «Les cou-

leurs ça se mélange». Pareil pour le Gabon, représenté par le comédien Yann Koko, dans «Yann Koko à quel niveau ?». La première soirée a été bouclée par l'un des grands humoristes congolais, Weïlfar Kaya, dans un spectacle intitulé «Au royaume des femmes». L'humoriste a enseigné au public, à travers ce spectacle, comment vivre avec la femme.

Le rendez-vous s'est poursuivi le 26 octobre avec les humoristes Titus Kosmas du Congo, dans «Titus Kosmas remonte sur scène»; le Nigérian Rosmary Omorogbe dans «Avant et après»; le Burkinabé La Jaguar premier dans un spectacle dénommé «La vie n'est pas facile». Le comédien français, Henry David Cohen, a présenté un one man show intitulé «Le tour du monde en 180 varnes». Et le Congolais Juste Parfait, comme il sait le faire, a animé la salle avec «Nous pays de merde».

Les spectacles de la onzième édition de Tuseo ont pris fin, le 27 octobre, à travers des one man show, présentés respectivement par le Marocain Meddy Johnson, dans «Coucou c'est moi»; Thérèse N'Daye de la Guinée Conakry qui a présenté «Les femmes»; le Tchadien Kartsym dans 3Mon parcours»; Tuseo family du Congo dans «La crème off». Comme on ne peut parler du rire au Congo sans citer Fortuné Bateza, l'homme a été présent à ce grand-rendez-vous du rire à travers le spectacle «Ce monde est fou».

Notons qu'au programme de ce festival, outre les spectacles, il y a eu aussi des ateliers, des rencontres et gacs. Le rendez-vous est pris pour l'année prochaine, toujours à l'IFC. Sa directrice déléguée, Marie Audigier, a donné sa caution de continuer à soutenir ce festival, dont la onzième édition a impacté davantage.

Bruno Okokana

RÉFLEXION

A propos de la redistribution des cartes ...

Le temps que nous vivons a ceci de fascinant qu'il rebat les cartes sur la table du jeu mondial, chaque jour qui passe voyant se produire des coups de poker que l'on n'aurait jamais pu imaginer il y a quelques années. L'une après l'autre, en effet, les grandes puissances qui se font face autour de cette même table et qui avançaient jusqu'alors posément leurs pions affichent désormais, de façon claire, leur volonté de s'imposer et n'hésitent pas, pour cela, à prendre de sérieux risques dans les régions du globe les plus instables et donc apparemment les plus attrayantes pour elles.

Prenons le cas de l'Europe. Inféodée jusqu'à présent aux Etats-Unis à travers l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan), elle a pris le risque, au lendemain de l'implosion de l'Union Soviétique, d'agréger les anciens satellites de l'URSS. Ce faisant, elle a rendu sa communauté ingouvernable au sens propre du terme, ce dont témoigne la montée du populisme dans les pays de l'Est et surtout l'incroyable retrait de

la Grande-Bretagne de l'Union européenne provoqué par le Brexit. Résultat des courses : cette dérive a convaincu les Etats-Unis de Donald Trump de se lancer dans une politique dite de l'«America first» qui creusera dans les années à venir un véritable fossé entre les nations occidentales qui jusqu'alors dominaient la gouvernance mondiale.

Autre conséquence dont nous voyons se dessiner les contours : la déliquescence du camp occidental a convaincu la Russie de Vladimir Poutine d'élever à nouveau un mur entre l'Est et l'Ouest européen. Un changement d'attitude que l'on peut aisément comprendre lorsqu'on se souvient du prix que l'Union Soviétique de Staline payait lorsque l'Allemagne d'Adolf Hitler tenta de l'asservir, provoquant un conflit mondial dont son peuple fut l'une des principales victimes. Même si cela ne se dit pas encore officiellement à Moscou, la réunification de l'Allemagne et surtout sa montée en puissance dans l'Union européenne est perçue comme un danger potentiel contre lequel il convient de se défendre par anticipa-

tion. D'où les manœuvres militaires spectaculaires montées ces dernières semaines sur le territoire russe à portée immédiate des pays baltes.

Ceci étant écrit, prenons un autre cas tout aussi significatif : celui de la Chine. Asservie par les puissances occidentales puis dévastée par les troupes japonaises pendant la Seconde Guerre mondiale, elle a payé elle aussi au prix fort son incapacité à se protéger des agressions extérieures. Mais voici qu'ayant réussi à mettre de l'ordre dans sa gouvernance interne et ayant emprunté à l'économie de marché les techniques qui avaient démontré leur efficacité en Europe et aux Etats-Unis, elle s'impose maintenant comme la deuxième puissance économique mondiale et très probablement même la première à brève échéance si rien ne vient entraver sa progression. Avec ce résultat que personne, il y a encore quelques mois, n'aurait osé imaginer que le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, se rende à Beijing ces derniers jours sinon pour faire allégeance à la Chine, du moins pour négocier un ac-

cord stratégique avec son tout puissant président, Xi Jinping.

Que faut-il conclure provisoirement de ce qui précède ? Ceci qui paraîtra fou à certains de nos lecteurs : dans le moment même où la communauté humaine s'apprête à commémorer le centième anniversaire de la Première Guerre mondiale, les cartes se rebattent sur la scène de telle façon que l'on ne peut plus exclure de nouveaux conflits planétaires. C'est, en effet, ce que laisse entrevoir la course aux armements lancée par le président américain, Donald Trump, qui affirme vouloir rejeter le traité d'interdiction des armes nucléaires de moyenne portée et lancer une stratégie de conquête militaire de l'espace, ce qui ne laisse rien augurer de bon.

Dans le contexte de nouvelle Guerre froide qui se dessine, il reste à espérer que les pays émergents, qui représentent les deux tiers de l'humanité, sauront faire entendre la voix de la raison avant qu'il soit trop tard.

Jean-Paul Pigasse